



Edito

LA CHIENLIT, C'EST LUI...

Ce slogan, repris par les étudiants en mai 68, fait suite à la petite phrase du Général de Gaulle qui disait "la réforme oui, la chienlit non". Est-il d'actualité aujourd'hui ? Suivant la définition populaire du Larousse, c'est "désordre, anarchie sociale et politique, pagaïe". Pour la version littéraire, c'est "masque de carnaval, mascarade, déguisement".

Sommes-nous dans la version plus crue ou dans celle un peu plus scénique qui pourrait nous faire penser à un théâtre de rue ? Les deux. Depuis le mois de juillet, nous sommes dans une mascarade d'anarchie sociale et politique pour faire tomber les masques de carnaval et les déguisements soi-disant sociaux afin de créer la pagaïe sans mettre le désordre. C'est le théâtre de Guignol avec ses acolytes Gnafron et Madelon. Actuellement, à qui pourrions-nous attribuer ce folklore et les rôles parmi les protagonistes à la tête du "club" gouvernemental ? Vous avez de l'imagination, alors faites la vivre.

Imaginer la suite de cette course totalitaire est un exercice assez difficile tant Macron et le patronat sabotent la démocratie, la participation et l'action de voter. Malgré tous ses beaux discours, il participe activement à fragmenter le pays et la population, à opposer, à déconstruire avec une haine profonde envers les travailleurs et principalement les plus modestes et les plus vulnérables. Il n'aimait pas les gens, maintenant il les déteste.

En méprisant à ce point les choix majoritaires, il montre, s'il fallait encore le reciter, son dégoût pour une démocratie, une politique, une conception de société basée sur l'intérêt général et le vivre-ensemble. Sa seule philosophie politique est de servir, c'est un passeur de plats. C'est un maître d'hôtel du capital : il surveille les commandes financières pour la cuisine collective Bercy et propose au patronat un savoureux menu, entrée, plat, dessert, café et boissons comprises : évasion fiscale, exonérations de cotisations, baisses d'impôts, privatisations et argent public pour le même prix.

Pour cela, il a besoin d'un chef étoilé en coulisse pour préparer les différentes cartes et le plus capé de tous est le chef du restaurant "Au Bon Medef". Il possède une brigade de commis qui lui préparent tous les ingrédients pour de bons plats anti-sociaux. Son plat principal se nomme "Régression Sociale", il n'est disponible qu'à la carte et décliné sous une multitude de variantes pourvu que ceux qui le mangent puissent se gaver.

Mais revenons aux "passeurs de plats". Ce maître d'hôtel n'est rien sans les mains, petites ou non, qui servent et débarrassent. Les ministres, secrétaires d'Etat et toutes les cliques ministérielles sont responsables de la bonne qualité économique et anti-sociale du repas

.../...

Sommaire :

Edito : La chienlit, c'est lui...	P. 1 & 2
16/10 - Rassemblement Palais Justice	P. 2
Tract UD : 1er octobre	P. 3 & 4
Tract Retraités : 1er octobre	P. 5 & 6
AG UD 05/09 : Discours	P. 7 à 10
Prise de parole : 18 juillet	P. 10 & 11
Laiteries Triballat : tract de rentrée	P. 12 & 13
Elections TPE : Je vote CGT	P. 14 & 15
Pub MACIF	P. 16



AGENDA

1er OCTOBRE

Rassemblements et Manifestations

- Bourges** : 10h00 - Place Séraucourt
- Vierzon** : 10h00 - Place Jacques Brel
- St-Amand** : 10h00 - Devant l'hôpital
- St-Florent** : 10h30 - Pl. de la République

Formation Syndicale UD - 2024

- ⇒ Stage N2 - 1ère Partie - 4 au 8 Novembre
- ⇒ Stage CSE Prise de mandat - 25 au 29 Novembre

Pensez à déposer vos congés éducation un mois avant le début du stage et informez l'UD de votre participation.

englouti, ils sont les garants du bon déroulement de ces bafrées et de la bonne digestion du patronat engraisé.

Les députés de la majorité tentent également de donner de leur corps pour participer aux offices. Mais c'est un peu plus compliqué puisqu'un lien de subordination les lie aux maîtres d'hôtel. Leurs obligations de service ne servent qu'à voter les menus et expliquer le contenu. Ils ne sont présents que pour débarrasser l'"Au Bon Medef" de tous les accessoires pour avoir du "rabiote" ou redemander un menu complémentaire au plus vite. Nous pourrions penser, très certainement à tort en les écoutant, que ce sont les pilliers du repas commun qui devrait uniquement profiter à nourrir la population.

C'est ce qui se passe depuis des années. Les propos du président du Medef dans le débat avec notre Secrétaire Générale lors de la fête de l'Humanité le week-end dernier le confirment. Il dit clairement que tous les dispositifs mis en place sont absolument utiles pour la "compétitivité" et que s'il fallait tout remettre à plat, il serait d'accord. Mais pour demander quoi comme menu derrière ? Là aussi, encore plus de "Régression Sociale", bien entendu.

C'est la même chose avec les dites "lettres-plafonds" de "mon gars Bruno". Ce qui était anciennement appelé "lettres de cadrage" ne sont ni plus ni moins que des injonctions d'économies pour l'ensemble des ministères pour un budget d'austérité, une économie de guerre.

D'ailleurs, faudrait-il comprendre que les ministères de la guerre, de la justice, de l'intérieur ou encore le potentiel ministère de l'immigration soient affectés par ces mesures ? Si c'était le cas, les alliés du Macronisme (parti de droite) que sont toutes les composantes de la droite réactionnaire et du fascisme vont se fâcher tout rouge (ah non pas le rouge...).

Qu'en pensez-vous, messieurs les deux députés de droite élus avec l'ensemble des reports des voix du NFP au premier tour ?

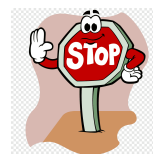
Pour l'heure, le moment est à la préparation et à la réussite de la première journée de grève et de manifestations du mardi 1^{er} octobre.

Camarades, je vous souhaite bon courage et surtout un mental à toute épreuve.

Sébastien MARTINEAU - Secrétaire Général

STOP À LA RÉPRESSION ANTISYNDICALE

SOUTIEN À NOS CINQ CAMARADES **DE SAINT-FLORENT**



EXIGEONS LEUR RELAXE !

LE 16 OCTOBRE, À PARTIR DE 12H30, DEVANT LE PALAIS DE JUSTICE DE BOURGES

Le 21 décembre 2023, nous nous étions mobilisés devant le Tribunal Correctionnel pour exiger la relaxe de nos 5 camarades, militants CGT de St-Florent (dont 2 retraités), scandaleusement accusés d'avoir "déposé des palettes de bois et des pneumatiques", et d'avoir "volontairement dégradé" la chaussée, et ce, dans le cadre d'une action décidée par l'intersyndicale pour le retrait de la réforme des retraites. Pour qui a vu les lieux, et en considérant les dégâts faits dans différents endroits par des manifestations autres, il est évident qu'il ne s'agit que d'un prétexte pour atteindre la CGT, et, par la répression, étouffer toute volonté de contestation ; ceci dans le cadre de l'offensive antisyndicale qui s'est abattue sur toute la France, avec, par exemple, la condamnation à 1 an de prison avec sursis pour le secrétaire de l'UD du Nord.

Le 21 décembre, nous étions 400 devant le Palais de Justice de Bourges avec des camarades d'autres départements ; mais la juge, prenant prétexte du "bruit", de la "pression", de "difficultés d'accès", et malgré un déploiement policier insensé, a décidé de reporter l'audience à ce 16 octobre 2024, infligeant à nos 5 camarades la torture de 10 mois d'inquiétude supplémentaires...

C'est pourquoi, il est impératif, surtout en cette période d'ultra-droitisation du pouvoir, d'apporter par notre présence un soutien encore plus massif que l'an passé, par solidarité avec nos camarades, et pour la défense des droits syndicaux.

Ils doivent être relaxés ! L'action syndicale n'est pas un délit !

RASSEMBLEMENT

**devant le Palais de Justice
de Bourges
(Rue des Arènes)**



**Le MERCREDI 16 OCTOBRE 2024
à partir de 12h30 avec barbecue**

Gérard MELIN - Membre du Bureau de l'UD



MARDI 1^{er} OCTOBRE

CONTRE L'AUSTÉRITÉ ET LA PRÉCARITÉ, NOS REVENDICATIONS DOIVENT ÊTRE MISES EN PLACE

Durant cette période politique et sociale particulière qui maintient une grande partie des travailleurs, des retraités, des précaires et de la jeunesse dans des perspectives de progrès social, **des espoirs d'une vie meilleure sont réapparus face à la morosité.**

Pour autant le choix du prince monarchique en a décidé autrement. Pour mettre en place un programme législatif arrivé en tête aux dernières élections et qui réponde en grande partie à nos revendications, Macron a nommé comme premier ministre l'un des plus grands fossoyeurs de nos conquies sociaux, l'un des plus grands réactionnaires du notre paysage politique.

Michel Barnier, ressorti des Républicains (dernière formation politique aux élections législatives) a été choisi avec la bénédiction de la droite et de l'ensemble de l'extrême-droite. Il appliquera leur programme pour instaurer la rigueur, soutenir la finance et le patronat.

Pour rappel, ce personnage au service de la finance, est pour la retraite par points, pour un départ à 65 ans voire 67, la fin de notre Sécurité sociale, pour un maximum de privatisations de services publics et plus de contraintes venues de la Commission Européenne envers les populations. Il était (et sans aucun doute toujours) **pour la pénalisation de l'homosexualité, le non-remboursement de l'IVG et pour restreindre drastiquement l'immigration, quelle qu'elle soit, quelles qu'en soient les raisons.** C'est un va-t'en guerre patenté et il a tout essayé pour faire payer au peuple britannique leur vote en faveur du Brexit.

Cette nomination porte un coup fatal contre la démocratie et le résultat électoral. **Elle remet en cause**

les fondamentaux de la République et nous plonge dans une crise de confiance envers le vote.

Cette nomination, après des semaines et des semaines de discussions, principalement avec le patronat, fait la part belle à toutes ces femmes et ces hommes politiques qui se retrouvent dans les idées de l'extrême-droite qui se place en faiseur de roi.

D'ailleurs, Barnier dit immédiatement remettre **un ministère de l'immigration**, avec forcément des moyens importants alors que pour l'hôpital public, faire ce qu'il pourra "sans faire de miracle", et "faire des économies" en travaillant sur "l'efficacité de la dépense à l'hôpital". **De qui se moque-t-on ?**



Le programme économique et social de ce futur gouvernement sera placé sous la sacro-sainte faux de l'austérité pour les travailleurs avec la bénédiction du patronat, de la droite, du macronisme et de l'extrême-droite. Les réactionnaires au pouvoir pour faire encore un peu plus la peau de ceux qui créent les richesses de ce pays, à savoir nous.

Presque deux ans après la bataille des retraites de 2023 et les coups de force que Macron nous a imposés, **nous devons nous remettre en selle pour faire gagner le progrès social.**

Celles et ceux qui se sont battus par les grèves et les manifestations, sont-ils satisfaits que nos revendications soient stoppées aux portes du pouvoir ?

Celles et ceux qui subissent de mauvaises conditions de travail, qui ne peuvent pas vivre de leurs salaires, de leurs pensions ou de leurs allocations, sont-ils satisfaits des votes des députés de droite,

des macronistes et du RN contre l'augmentation du SMIC sous l'ancienne mandature ?

A celles et ceux qui pensent que les députés de droite, les macronistes et surtout ceux de l'extrême-droite sont des fervents défenseurs de l'intérêt général, des services publics, de l'hôpital ou encore de l'Education nationale et du bien des populations, voilà ce que dit le RN : il faut "*une trajectoire sérieuse de redressement des finances publiques*". Pour faire simple, ils acceptent une austérité de 20 milliards d'euros. Il est où le programme dit "social" de ce parti d'exclusion et rétrograde ?

Ne nous laissons pas berner et prenons nos affaires en main dès le 1^{er} octobre pour exiger :

- *L'abrogation de la réforme des retraites, un départ à 60 ans à taux plein avec la prise en compte de toutes les années d'études et de chômage.*

- *Le SMIC à 2000 euros bruts et la remise en place des hausses de l'ensemble des salaires, indexés sur l'inflation.*
- *L'abrogation des réformes de l'assurance chômage.*
- *Des financements pour les services publics de qualité et la fin du tout numérique.*
- *Des moyens humains et financiers pour l'hôpital public comme pour l'Education nationale et la fin des politiques comptables.*
- *L'arrêt de tous les licenciements qui se comptent par dizaine de milliers.*
- *L'arrêt de toutes les poursuites et la relaxe de nos camarades qui se battent pour les intérêts des travailleurs.*
- *L'arrêt de tous les licenciements et une politique publique de réindustrialisation.*



**Pour en finir avec l'austérité, l'économie de guerre
et pour obtenir le progrès social débarrassé
de ce modèle économique mortifère,**

Tous en grève et en manifestations

Le MARDI 1^{er} OCTOBRE 2024

<u>BOURGES</u>	10h00	Place Séraucourt
<u>VIERZON</u>	10h00	Place Jacques Brel
<u>ST-AMAND</u>	10h00	Devant l'Hôpital
<u>ST-FLORENT</u>	10h30	Place de la République

Bourges, le 16 septembre 2024



REVALORISATION DES PETITES RETRAITES STOP AUX MENSONGES !

Le gouvernement veut nous faire croire qu'un million de retraité·es devraient voir leur retraite augmenter en moyenne de 700 € en septembre.

Malheureusement, la réalité est beaucoup plus complexe, car elle ne concerne que la revalorisation du minimum contributif (Mico) !

Le Mico permet aux salarié·es du régime général, ayant effectué l'ensemble de leur carrière avec de faibles salaires et partant en retraite à taux plein (c'est-à-dire ayant cotisé l'ensemble des trimestres requis), de toucher une pension qui ne peut être inférieure à 876,13 € brut (au 30/07/2024).

Pour les salarié·es qui ont validé tous les trimestres pour prétendre à une retraite à taux plein, mais qui n'ont pas cotisé l'intégralité de ces trimestres, le Mico peut être minoré ou majoré.

Il est minoré pour celles et ceux qui ont cotisé moins de 120 trimestres (733,03 € brut au 01/07/2024) et majoré pour celles et ceux qui ont cotisé plus de 120 trimestres. Le niveau de majoration dépend du nombre de trimestres cotisés, le montant du Mico se situant dans ce cas entre 733,03 € et 876,13 € brut au 1er juillet 2024.

Cette revalorisation, issue de la réforme des retraites passée aux forceps en 2023, prévoit d'augmenter le Mico selon la date de départ en retraite :

Pour celles et ceux parti·es en retraite à partir du 1^{er} septembre 2023 le Mico dit de base est augmenté de 25€ et le Mico dit majoré de 75€.

Pour celles et ceux parti·es avant le 1er septembre 2023, seul le Mico dit majoré sera augmenté de 100 €.

Seul·es les retraité·es qui ont cotisé plus de 120 trimestres verront leur Mico revalorisé et seulement si cette augmentation ne porte pas le total de leurs pensions, tous régimes confondus, au-delà du plafond de 1 367,51 € brut mensuel.

Pour les plus précaires, aucune revalorisation ne sera appliquée. Ce qui constitue une injustice flagrante et les maintient dans la pauvreté.

Au-delà de l'injustice manifeste faite aux plus précaires, la mise en œuvre de cette revalorisation se révèle complexe pour les services chargés de l'appliquer.

Si pour les retraité·es parti·es depuis le 1^{er} septembre 2023, le traitement des dossiers a été relativement facile, environ 185 000 retraité·es ont bénéficié du relèvement du Mico pour un gain moyen de 30 € mensuel.

En revanche, cela est plus compliqué pour celles et ceux parti·es en retraite avant le 1^{er} septembre 2023, puisque le traitement de leur dossier nécessite une analyse de leur carrière. C'est pour cette raison que la revalorisation ne devrait être effective qu'à compter du 1^{er} septembre 2024.

Autre complication pour les retraité·es, celle de la vérification de la justesse de la revalorisation en fonction de leur situation. La non-fourniture systématique d'un bulletin de pension la rend encore plus difficile, voire impossible.

C'est pourquoi, l'UCR-CGT exige que chaque retraité·e puisse avoir, s'il le souhaite, sa feuille de pension lui permettant de vérifier la conformité de ce qu'il ou elle touche.

Par cette mesure, très éloignée de la promesse faite par le président Macron « *pas une retraite en dessous de 1 200 €* », le gouvernement est contraint de reconnaître que le niveau des re-

traitements en France est insuffisant.

La situation de pauvreté, de précarité, faite aux retraité·es s'aggrave dans notre pays. Elle a des conséquences dramatiques sur les conditions de vie des retraité·es et sur leur état de santé. De nombreuses et nombreux retraité·es sont contraint·es de faire des choix dans leurs dépenses en matière de logement, de chauffage, de soins médicaux, de nourriture, ...

Aujourd'hui en France, 2,9 millions de retraité·es (74 % sont des femmes) touchent une retraite inférieure à 1 000 € et 55 % des 17 millions de retraité·es ont une retraite en dessous du Smic.

Il y a urgence à prendre des mesures d'une autre ampleur pour permettre aux retraité·es de vivre dignement avec l'objectif de les sortir de la pauvreté.

L'UCR-CGT a décidé d'en faire un des axes majeurs pour les prochaines semaines.

L'UCR-CGT EXIGE :

- la revalorisation immédiate des pensions de 10 % minimum et des mesures solidaires pour les petites retraites ;
- pas de retraite en dessous du Smic CGT (2000 € brut) ;
- l'indexation des pensions sur l'évolution du salaire moyen et des mesures particulières en cas de forte inflation ;
- la révision du mode de calcul de la pension en supprimant les dispositions des lois Balladur et Fillion et du système de décote ;
- l'augmentation du taux de réversion à 75 % sans condition d'âge ni de ressource. La pension de réversion doit être étendue aux pacsé·es et concubin·es ;
- la non-augmentation de la CSG et sa transformation en cotisation sociale, ainsi que la suppression de la Casa et de la CRDS ;
- l'envoi d'un bulletin de pension papier à toutes et tous les retraité·es.



**MOBILISONS-NOUS MASSIVEMENT
POUR PORTER CES REVENDICATIONS,
LE 1^{er} OCTOBRE,
JOUR DE GREVE ET DE MANIFESTATIONS
POUR LE PROGRES SOCIAL**



ASSEMBLEE GENERALE DES SYNDICATS

5 Septembre 2024

Discours d'ouverture par Armelle PARIS - Membre du Bureau de l'UD

Cher(e)s Camarades,

L'année dernière, nous commençons notre AG de rentrée en rappelant que le gouvernement n'avait pas pris de vacances pendant l'été. Nous pouvons dire la même chose aujourd'hui même si Macron nous a affirmé qu'il y avait eu une pause durant les Jeux Olympiques. Même si les yeux de nombreuses personnes étaient rivés sur les athlètes ou au repos pendant leurs congés, l'activité politique du gouvernement licencié par le suffrage ne s'est pas stoppée. L'activité patronale non plus ne s'est pas arrêtée.

En mai dernier, la confédération annonçait plus 130 entreprises ou sites menacés concernant 90 000 travailleurs sans compter les emplois indirects, les conséquences sur les services publics et l'aménagement et la désertification des territoires. Dans le département, c'est la fermeture de Jelza à St Florent et plus de 25 salariés dehors, c'est la cimenterie de Beffes, 80 travailleurs avec une CGT forte, où l'arrêt est prévu pour l'année prochaine, c'est Casino à St Douillard qui compte également 80 salariés sans repeneur, l'imprimerie Clerc à St Amand et 47 licenciements. Sans parler des enseignes de vente de vêtements qui ont fermé nombre de magasins sans faire beaucoup de bruit puisque tout se jouait au niveau des sièges de groupes. Ce sont des dizaines de salariés et principalement des femmes qui en ont fait les frais. C'est également le secteur de l'aide à domicile qui a été touché avec la liquidation de l'association "A Tout Age".

Lorsque nous échangeons avec nos 11 conseillers du salarié, ils ont de plus en plus de rendez-vous pour des licenciements ou des ruptures conventionnelles dans les entreprises de moins de 11 salariés.

C'est un bilan très lourd pour un département comme le nôtre. La bataille pour le maintien des emplois est très difficile à organiser avec les salariés. Même s'ils savent qu'ils auront beaucoup de difficultés à retrouver du travail ou une formation choisie, ils veulent partir avec un montant le plus gros possible, là où c'est possible. Les mauvaises conditions de travail, la pression des directions et des plans de licenciement, la faiblesse des salaires, le ras-le-bol font que la mobilisation pour garder leur travail est quasi inexistante.

Les annonces des constructeurs automobiles quant au virage tout électrique imposé par la Commission Européenne et repris à bras le corps par Macron ne présentent rien de bon pour ce qui nous reste des sous-traitants et la filière thermique dans son ensemble. Les

groupes vont faire comme d'habitude, reprendre l'argument à leur compte pour se réorganiser et tirer un maximum de profits sur le dos des travailleurs.

Lorsque l'UD affirme que les productions uniques pour une seule filière, un seul donneur d'ordre ou presque, sont mortifères pour les travailleurs et les bassins d'emploi, le patronat comme les pouvoirs publics nous rigolent au nez. Pourtant, avec l'expérience, l'histoire nous a systématiquement donné raison. Regardons le bassin de St Florent.

L'aménagement du territoire et le tissu industriel de notre département ne doivent pas reposer exclusivement sur les industries d'armement, et pour le moment, ça en prend le chemin. Certes il y a de nombreuses embauches mais nous savons à quoi servent la majorité des productions.

Une parenthèse avant de revenir sur notre département :

Au regard des nombreux conflits à travers le monde, près de 50, les tensions géopolitiques en perpétuelle augmentation, l'appétit énorme du capital pour s'accaparer les richesses et les productions, nous pouvons craindre le pire dans les mois ou les années à venir. Nous réaffirmons ici que l'armement doit servir de dissuasion et qu'elles ne sont utiles que pour une armée de défense et non de projection et d'intervention ailleurs pour uniquement protéger les intérêts du capital.



Nous ne pouvons pas nous retrancher derrière notre adhésion à l'OTAN, dont il faut sortir, ou soutenir une armée européenne pour alimenter le conflit Ukrainien, pour aider le gouvernement fasciste de Netanyahou, l'Arabie Saoudite et les dictateurs de la terre entière. Seules les voix diplomatiques, dont celle de la France

exsangue depuis trop longtemps, apporteront des solutions pacifiques et durables.

Les mobilisations des travailleurs et des populations doivent s'amplifier pour défendre la paix partout et particulièrement sur le territoire palestinien. Des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, et surtout d'enfants, ont été exterminés et près de 2 millions ont été forcés de se déplacer depuis le début de la riposte d'Israël. Des assassinats de Palestiniens en Cisjordanie sans que des sanctions soient prises contre le gouvernement. Une zone de non-droit militaire de plus dans le monde. Nous devons exiger l'arrêt de l'invasion et le retour à des discussions pour une situation de paix durable.

Depuis maintenant 46 semaines, un rassemblement est organisé tous les samedis à 14h30 place Séraucourt et à la Chancellerie à Bourges et à 10h00 à Vierzon, Bibliothèque.

Pour continuer cette première partie, la mise en place de France Travail dans notre département a été lancée. Des camarades des bassins d'emplois de St Amand, Bourges et Vierzon-Aubigny se sont rendus dans les réunions de présentation organisées par la préfecture. Nous sommes un département pilote.

Des messes au mois de mai qui ont montré que le remplacement de Pôle Emploi n'est que la mise en concurrence et la privatisation de la recherche de travail, le contrôle des chômeurs, le fameux plein emploi coûte que coûte, dans n'importe quelle condition et avec n'importe quel salaire. Nous remercions les camarades du syndicat pour leur intervention à la CE du mois d'Avril qui nous a largement informés.



Parallèlement, le Conseil Départemental avec la complicité ou à la demande du maire de St Amand a acté

qu'à partir de septembre, les allocataires de RSA devront travailler 15h00 par semaine. Malgré toutes les louanges que les édiles de droite et le patronat peuvent apporter sur un accompagnement personnalisé, du cas par cas social, pas de contrainte, etc... il n'en reste pas moins,, qu'au bout du bout, il s'agit d'une contrepartie travaillée pour une allocation de droit, un travail gratuit dont les administrations territoriales et les autres, les entreprises, pourront tirer une forte valeur ajoutée. Ce n'est surtout pas une main tendue mais certainement la main fourchue du capital.

Nous pourrions même aller plus loin : mettre le RSA travaillé, décidé par le pouvoir politique sur la même ligne que le Travail d'intérêt Général décidé par le pouvoir judiciaire. D'un côté la personne qui est responsable et coupable de son chômage et de l'autre celle qui est reconnue coupable et responsable de son délit. Dans tous les cas, les deux sont jugées et condamnées. C'est purement et simplement inadmissible pour une organisation comme la nôtre et nous sommes bien peu nombreux à dénoncer le travail obligatoire.

La chasse aux chômeurs, aux travailleurs sans papiers et la volonté de ne pas les régulariser, la chasse aux soi-disant assistés et fraudeurs sont devenues les sports préférés des gouvernements successifs, de droite comme de la sociale démocratie. C'est le lit et le terreau du couple Le Pen-Bardella et de leurs sbires dans le département.

Cette paranoïa médiatique cache en réalité la destruction sociale de notre pays et la volonté du capital, nous le redisons, d'une société complètement basée sur la plus-value et le profit en augmentation permanente.

Lorsque l'épouvantail sécuritaire, stigmatisant, discriminant et excluant est mis en avant, le reste des problématiques sociales et sociétales sont exclues du débat.

Les politiques de réindustrialisation, de transition écologique, d'école publique et de formation, des services publics, des collectivités, de l'aménagement du territoire, de la culture, et autres sont laissées aux mains du patronat à travers le ministère de l'Economie. Les annonces des coupes budgétaires à hauteur de 16 milliards plus 10, les menaces de sanctions financières de la commission européenne concernant le déficit budgétaire, le redressement des comptes publics ne sont que les revendications du capital. La diminution des financements publics, la privatisation et l'externalisation des missions des services publics font partie de leurs moyens d'actions.

Pour mieux comprendre pourquoi il faut continuer les coupes drastiques dans tous les ministères non régaliens, il faut se pencher sur le montant des aides aux entreprises. Elles sont passées de 9,4 milliards d'euros en 1979 avec des services publics partout et de qualité, et un chômage quasi inexistant à 175 milliards en

2022 avec ce que nous connaissons, et des chômeurs en très grand nombre.

Si on ajoute les 85 milliards d'exonérations de cotisations, le monde est plutôt beau pour les profits mais pas encore suffisant.

85 milliards de financement en moins pour la Sécurité sociale et nous n'avons plus accès à l'hôpital public. Là aussi, il existe une équation qui n'est pas résolue. L'ensemble des budgets des hôpitaux sont en-dessous des besoins des populations mais seule la logique comptable compte.

Les hôpitaux du département ne sont pas à côté de ce problème. Les 3 connaissent des problématiques mais à des degrés différents et à des périodes différentes. Mais il n'y a pas que les problèmes budgétaires qui mettent à mal les hôpitaux. Certes, il y a un lien entre finances et fonctionnement par le nombre de médecins, de paramédicaux et autres présents mais les conditions de travail, les réorganisations, les directions et le management ont une part de responsabilité dans les dysfonctionnements.

C'est le cas à l'hôpital de Bourges. L'ancienne directrice est partie l'année dernière et un nouveau directeur est arrivé en fin d'année. Mais comme nous pouvions nous en douter, il est là avec une lettre de mission comme il l'avait annoncé lors du conseil municipal de Bourges.

La nouvelle direction a des pratiques particulières qui déstabilisent les personnels et les élus du personnel. Elle contourne allégrement le CSE et le F3SCT, informe des restructurations par notes de service, met en place le travail en 12 heures contre l'avis des personnels et des élus, maltraite, elle aussi, le corps médical, ce qui les pousse à quitter l'hôpital.

Les dernières réorganisations du pôle gériatrique imposées aux personnels et aux patients entraînent des transformations et des fermetures de lits, une désorganisation totale de leur travail et de la prise en charge. Les équipes sont livrées à elles-mêmes sans plus aucun repère.

Malgré une intersyndicale qui s'est construite la semaine dernière à la demande du syndicat et un appel à la grève déposé par nous et particulièrement suivi, la direction a tenté de passer en force. Elle n'a pas réussi suite à la persévérance des soignants en grève.

Les camarades du syndicat pourront vous en dire plus.

L'accès aux soins est un réel problème pour la population du Cher. Les mesures successives depuis près de, je ne sais plus, tellement le début de la casse de notre modèle de santé date, ne sont que des mesures d'économie. Grâce au camarade Alain Juppé en 1996, la prise en main de l'Etat par la Loi de Financement de Sécurité Sociale chaque année au détriment des usa-

gers via les conseils d'administration a mis notre système là où il est actuellement, dans une logique purement comptable. Il faut en finir avec ce mécanisme qui met en danger des millions d'utilisateurs.

Redonner des moyens à l'hôpital public, à l'ensemble des services publics, à l'Education Nationale et non la démanteler pour la donner au privé, créer un pôle public de l'énergie, assurer un financement pérenne aux collectivités pour assurer le vivre-ensemble et d'autres revendications encore doivent nourrir encore plus nos cahiers revendicatifs.

Nous ne pouvons terminer ce rapport sans évoquer la situation politique assez particulière que nous vivons actuellement. Nous n'allons pas refaire l'histoire depuis les résultats des élections européennes, la dissolution, le résultat des législatives avec le programme du Nouveau Front Populaire arrivé en tête, déjouant tous les pronostics des politiques, des sondages et des commentateurs.

Une progression très inquiétante du nombre de députés RN, une défiance envers le Macronisme et la droite dite "républicaine" et surtout les députés du NFP qui arrivent en tête à l'assemblée, conduisent le patronat et Macron à revoir leur copie.

Mais depuis les résultats des élections législatives du 7 juillet, Macron et le patronat refusent d'admettre que le programme du Nouveau Front Populaire est arrivé en tête des suffrages.

Après " le licenciement" du gouvernement, les annonces essayant de démontrer que le NFP serait incapable de gouverner, que le programme plongerait le pays dans le chaos, que la stabilité politique est menacée, la monarchie démocratique tente depuis des semaines de trouver des alliances qui permettraient la continuité du système actuel et la destruction sociale du pays.

Le discours sur une majorité relative et la censure tiendrait pour les députés actuels mais n'était sûrement pas crédible pour la législature précédente. Souvenez-vous des réactions et des tractations lors des 49.3 pendant le mandat précédent. La sérénité du gouvernement n'était pas spécialement au rendez-vous.

Malgré la soi-disant trêve politique pour les JO, l'agitation permanente durant tout l'été et le battage médiatique hostile ont provoqué une sensation de ras-le-bol, de lassitude, voire de coup d'Etat politico-patronal.

Le déni de réalité démocratique incombe au Président. Accroché au capital comme une moule sur un rocher, Macron déstabilise les institutions et provoque la casse du pays. Pas la casse économique mais bien la casse sociale et la division.

Il faut que les revendications sociales contenues dans le programme du NFP soient mises en œuvre.

Certes ce programme est loin d'être parfait et manque de beaucoup de nos propositions. C'est un programme politique qui a, pour une fois, tenu compte des revendications, non de la seule CGT, mais de l'intersyndicale avec toutes ses imperfections.

Ce qui est écrit et voté doit être tenu. Ce qui ne l'est pas doit être arraché. Et dans tous les cas, il faudra se battre pied à pied pour conquérir le tout.

Les différentes prises de positions et décisions, tant au niveau confédéral que dans notre UD, la multitude de réunions que nous avons tenues depuis début juin, font de notre CGT une vraie force de combat pour les droits des travailleurs.

Comme nous pouvons le dire, le fait politique n'est pas un combat syndical. Pour autant, un programme revendicatif porté par des organisations politiques aux portes du pouvoir, doit être soutenu. Le combat syndical et politique et inversement doit être un combat commun lorsqu'il défend l'intérêt général et celui des travailleurs, lorsqu'il combat le capital, la casse des droits et l'injustice.

Cette rentrée particulière et son volet social jamais mis en avant, doivent conforter notre entière mobilisation pour gagner les élections dans les TPE qui se tiendront du 25 novembre au 9 décembre.

Chaque UL, chaque syndicat, chaque militant et syndiqué doivent se mobiliser pour que ces élections, avec un salariat très éloigné du syndicalisme et de son importance, soient une réussite tant localement que nationalement.

Comme vous le savez, ce sont les périodes de luttes qui favorisent les résultats qui confortent notre organisation.

Maintenant, il va nous falloir discuter de stratégie de luttes, d'appels à mobilisations, de stratégies.

Nous avons une première échéance samedi 7 septembre à 15h00 devant la Préfecture. La CE de l'UD a décidé d'appeler à rejoindre l'appel organisé par les organisations de jeunesse et soutenu par des partis politiques, afin de dénoncer l'anti démocratie de Macron.

Nous avons le 1^{er} octobre, initialement une manifestation du groupe des 9 syndicats de retraités. Le CCN de la semaine dernière a décidé d'en faire une journée nationale interprofessionnelle sur 4 revendications :

- L'abrogation de la réforme des retraites
- L'augmentation des salaires et des pensions et l'égalité entre les femmes et les hommes
- Le financement de nos services publics
- Le développement de l'emploi industriel en lien avec les enjeux environnementaux.

Nous devons nous emparer de ces deux dates pour aller à la discussion avec les travailleurs, nous déployer et nous afficher pour nos revendications.

Cher(e)s Camarades, nous l'avons déjà écrit, nous avons une occasion historique pour faire vivre nos revendications, les faire vivre et qu'elles aboutissent. Nous avons l'occasion de ne plus faire le constat que nous avons plus haut dans ce rapport. Alors allons-y.

Tout ne se fera pas naturellement. Il va falloir se battre comme les travailleurs et les Camarades qui se sont battus dans l'histoire.

Mettons-nous au travail dès demain pour que ce système social et économique vacille, tangué et finisse par couler, pour le bien des travailleurs.

Bonne AG et bon courage. Merci pour votre écoute.



PRISE DE PAROLE

18 juillet 2024

devant la Préfecture - Place Marcel Plaisant



Cher(e)s Camarades,

Depuis la dissolution de l'Assemblée nationale qui, selon Macron, donnait la parole au peuple, jamais la parole de dizaines de milliers de retraités, de travailleurs, de jeunes qui ont soutenu le programme du Nouveau Front Populaire, qui ont courageusement fait barrage aux idées d'extrême-droite n'est autant bafouée ou ignorée. Cette parole, ces votes sont raillés et moqués comme si les revendications sociales et économiques progressives étaient d'un temps révolu et complètement inapplicables.

Que ça soit l'extrême-droite, la droite, Renaissance, le centre droit, le patronat, la Commission européenne, tous s'accordent pour dénoncer la faillite du pays, un programme dépensier et hors-sol, qui plongerait l'économie française dans un inexorable déclin.

Pour argumenter ces propos, regardons l'attitude des capitalistes à la bourse de Paris au lendemain du premier et du deuxième tour. Elle grimpe après que le RN soit arrivé en tête et chute avec les résultats du NFP le 7 juillet. Rappelons ce que l'ancien patron de Medef disait, le RN "serait un mal nécessaire".

Ce résultat a mis fin à toute une période de propagande et de sondages optimistes pour le capital. Il a désavoué tous les commentateurs qui se gargarisaient d'un Bardella Premier ministre.

Rappelons-le. Ce résultat est en partie le fruit du travail que la CGT a produit depuis l'annonce des candidatures jusqu'au 7 juillet. Nous avons pris toute notre place dans la campagne et notre investissement syndical pendant un mois de tractages, de collages et de discussions avec les travailleurs a payé.

Notre message, ainsi que celui de l'intersyndicale, de ne pas reporter une seule voix au RN a été entendu. Il a permis que les trois candidats haineux arrivés largement en tête au premier tour ne soient pas élus. Les reports de voix des électeurs du NFP ont fait le plein et ont permis que les candidats Renaissance de la 1^{ère} et 3^{ème} circonscriptions passent devant. Ce qui est beaucoup moins le cas dans la 2^{ème} où la droite et une partie des électeurs Renaissance ont plébiscité le RN. Ce n'est pas une vue de l'esprit, c'est le nombre de voix que nous avons regardé.

Ce qui nous fait dire et réaffirmer que la digue antifasciste est principalement tenue par les progressistes et beaucoup moins par d'autres qui n'ont que des belles paroles et peu d'actes. Pour autant, cette digue se disloquera si tout continue comme avant comme le préparent Macron et le capital.

Nous sommes présents aujourd'hui pour réaffirmer que le Nouveau Front Populaire doit gouverner le pays et doit avoir un maximum de responsabilités à l'Assemblée Nationale, dont le poste primordial de la présidence. Ce qu'imagine et fait Macron est un rejet de sa propre stratégie énoncée plus haut : il ne respecte pas la parole et le résultat des urnes, il reproduit et agit comme ce qu'il dénonce dans d'autres pays dits totalitaires ou non démocratiques. En stigmatisant et refusant toute discussion avec le NFP et particulièrement la France Insoumise et en instaurant le NI-NI, il roule de fait pour le RN.

Macron essaie de ratisser large en revenant sur les principes qu'il a lui-même dictés. Ni de droite, ni de gauche, bien au contraire mais à droite toute. Nous le redisons, Macron est l'allié incontestable de l'extrême-droite depuis des années. Il a préparé la chambre de la haine, elle n'est pas prête, alors il repense le lit et la couleur des murs.

Comme le patronat qui se redessine à chaque moment de l'Histoire, la Macronie n'en a pas fini de se redéfinir pour tenter de continuer sa politique anti-sociale.

Mais nous, les travailleurs, les retraités, la jeunesse, ceux qui votent et les abstentionnistes, toutes les personnes qui ont voté Bardella et qui le regrettent

déjà parce qu'il est lui aussi anti-social, nous nous reconnaissons dans les revendications de l'intersyndicale reprises fortement par le Programme du Nouveau Front Populaire.

Nous les rappelons :

- L'abrogation de la contre-réforme des retraites et la retraite à 60 ans à taux plein ;
- Un smic à 2000 € brut ;
- L'augmentation de tous les salaires et des traitements, des pensions de retraite et des pensions, et l'indexation sur l'inflation ;
- L'augmentation du point d'indice des fonctionnaires de 10 % et le rattrapage de 12 années de gel ;
- La réduction du temps de travail tout au long de la vie et les 32 H par semaine ;
- Une Sécurité sociale financée à 100 % par les cotisations sociales et gérée par les salariés eux-mêmes ;
- Des moyens financiers et humains pour des services publics sur l'ensemble du territoire et de qualité, dont l'école et les services de santé ;
- L'abrogation de la loi sur l'assurance chômage ;
- L'abrogation de toutes les lois liberticides comme la loi sécurité globale et la loi immigration ;
- L'amnistie de tous nos camarades poursuivis pour activité syndicale, une loi pour protéger les locaux syndicaux et le fait syndical et militant ;
- La régularisation de tous les travailleurs sans papiers.

Pour finir, nous vous informons que nous avons envoyé un courrier aux députés Kervran et Cormier- Bouligeon pour leur rappeler comment ils ont été réélus et pour quoi faire. Ils doivent, dans un devoir de morale politique, soutenir toutes les propositions de progrès social et non faire comme dans leur dernier mandat. Nous les avertissons qu'ils sont sous surveillance citoyenne et syndicale comme l'ensemble des députés pour faire aboutir le progrès social tant espéré.

Notre histoire sociale nous le démontre, rien ne nous a été donné par le patronat gratuitement ou par philanthropie. Ce que nous avons aujourd'hui n'a été gagné que par la lutte. Le programme du Nouveau Front Populaire est un appui revendicatif historique, ces députés, un outil, et la mobilisation une arme.

Mettons-nous en ordre de bataille dès aujourd'hui pour une rentrée sociale populaire offensive, combative, porteuse de nouveaux conquits sociaux. Rien ne se fera sans les mobilisations et sans la grève.

Nous avons un objectif, le changement de société.

Merci.

Bien évidemment, tout ce cirque politique et médiatique se fait au nom d'idéaux et de phrases sur la volonté du peuple et la démocratie !

Mais où est la démocratie pour les travailleurs ?

De quoi décidons-nous ?

De nos conditions de travail, de nos salaires ?

Il est clair qu'après toutes les promesses entendues pendant cette campagne électorale, le retour à la réalité risque d'être compliqué !

Demandez le Programme...

Retraite à 60 ans ! SMIC à 2 000 € Brut ! Augmentation des salaires ! Meilleure vie au travail ! Autant de promesses qui engagent aussi un changement de société profond ...

Les travailleurs doivent souligner l'importance de leur pouvoir et de l'influence au sein des entreprises tout en évitant les conflits internes comme la guerre des égoïsmes et des ressentiments.

Le rôle d'un syndicat ouvrier comme le nôtre est de toujours rester proche des réalités.

Le rêve n'est pas pour nous !

TOUTES LES AVANCÉES

se sont construites par les luttes et les mobilisations des salariés et de leurs représentants dans les entreprises, tout cela dans l'intérêt de tous les travailleurs qui mènent leurs combats !

Après les années COVID et les années de forte inflation, la situation économique actuelle du pays est de plus en plus favorable avec des facteurs importants comme la baisse significative des matières premières ! Pétrole, gaz, électricité... sont à des niveaux beaucoup plus bas que les années précédentes et c'est une très bonne nouvelle pour notre industrie. Nous ne parlons même pas des supers-profits de nos grandes entreprises du CAC 40
Désormais, les indicateurs sont au vert !

ON NE POURRA PAS DIRE « les résultats de cette année sont plombés par les coûts des matières premières ».

L'optimisme de nos Laiteries H TRIBALLAT est d'ailleurs bien présent avec la publicité de CAP 2028 qui doit permettre de doubler son résultat opérationnel !!! **Très bel objectif, rien à redire là-dessus !**

Ah si pardon, **ON NOUS A FAIT LA MÊME CHOSE EN 2019 avec AMBITION 2023** et avec pour résultat pour les salariés :

- plus de participation depuis 2 ans
- des primes d'intéressement minimalistes
- de moins en moins de références à produire
- des démissions à tour de bras
- des difficultés de recrutement

... des doutes qui commencent à apparaître et de plus en plus marqués.



Bon, ne soyons pas naïfs, après les discours d'apparence de notre Direction nous savons très bien que les résultats ne se décrètent pas et ne tombent pas du ciel.

Comment croire ces promesses qui n'engagent finalement que ceux qui les font !



Dans toutes les entreprises de notre niveau, quand on ne réussit pas ses objectifs valorisés depuis 4 années, des changements importants sont opérés !

Désormais chez nous, avec PLT-CAP 2028, on repart sur un blanc-seing de 4 ans plus ou moins en catimini avec un effectif des forces de vente et du marketing constant !

Nous, à la CGT, avons toujours prôné les discussions pour faire avancer les besoins des camarades, des collègues, de l'ensemble des salariés, mais nous avons également le devoir de franchise !

Honnêtement, nous ne sommes plus vraiment optimistes devant des projets et des ambitions à moyen terme alors que les plans précédents ont été teintés d'échecs !

....les travailleurs n'ont pas ce luxe de se projeter dans 5 ans en espérant que tel ou tel plan va nous sauver.

C'est le problème des promesses répétées année après année et avec en retour... vraiment pas grand chose finalement !

L'équipe Syndicale CGT LH TRIBALLAT

Bonne rentrée 2024



& La maxime du mois &



L'HISTOIRE ENSEIGNE QU'IL N'Y A PAS DE POLITIQUE SOCIALE SANS MOUVEMENT SOCIAL CAPABLE DE L'IMPOSER.

PIERRE BOURDIEU

#JeVoteCGT



DANS LES ENTREPRISES DE MOINS DE 11 SALARIÉ·ES :

ON VOTE DU 25 NOVEMBRE AU 9 DÉCEMBRE 2024

cgt-tpe.fr



3 RAISONS DE VOTER CGT

CHAQUE VOIX COMPTE TRIPLE !

Même s'il n'existe toujours pas d'instance représentative du personnel dans les entreprises de moins de 11 salarié-es, lorsque nous votons à ces élections professionnelles, chaque voix CGT compte aussi :

- 1 Au niveau régional et pour les prud'hommes ;
- 2 Au niveau de la branche professionnelle et de votre convention collective ;
- 3 Au niveau interprofessionnel et national.

1 Pour se défendre avec un syndicat reconnu

Pour l'efficacité. Première organisation représentative dans les très petites entreprises (ou TPE, moins de 11 salarié-es), la CGT est aussi présente dans toutes les branches professionnelles et sur tout le territoire.

Pour la proximité. Les conseiller-es des salarié-es CGT sont disponibles via des permanences pour vous accompagner selon votre métier et votre situation. Voir la liste de nos unions locales sur cgt.fr, rubrique « La CGT près de chez vous ».

Pour la visibilité. Dans les batailles contre le report de l'âge de départ à la retraite, la CGT a toujours fait preuve de sa détermination à n'accepter aucun recul de nos droits. Dans le même temps, la CGT signe souvent des accords, à la seule condition qu'ils permettent de faire progresser la situation des salarié-es.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Les professions techniques et intermédiaires et l'encadrement sont aussi organisés dans la CGT pour que les problématiques et besoins spécifiques de ces catégories soient entendues. L'Union Générale des Ingénieur-es, Cadres et Technicien-nés (ucigtcgt.fr) revendique entre autres le droit au télétravail de manière encadrée, le droit à la déconnexion, le droit de refus et d'alternative dans les prises de décision, le respect du temps de travail et des qualifications.

VOIR CGT-TPE.FR

2 Pour mieux vivre de son travail

Pour que tous les salaires soient indexés sur l'inflation, comme l'est le Smic. Nous pensons aussi qu'il faut augmenter le salaire minimum et reconnaître toutes les qualifications, car ce sont notre travail et notre savoir-faire qui font tourner les entreprises et l'économie.

Pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, aussi bien pour les salaires, les déroulés de carrière ou les temps partiels contraints.

Pour les mêmes droits dans les petites que dans les grandes entreprises, que ce soit en matière de formation, d'accès à des activités sociales et culturelles, ou de départs anticipés à la retraite - notamment pour les métiers pénibles.

3 Pour travailler mieux, moins et autrement

Pour un meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle, ce qui passe forcément par une autre organisation du travail sans management autoritaire, par une réduction du temps de travail, des services publics de qualité (transports, petite enfance, aide à la personne), et un retour à la retraite à 60 ans à taux plein.

Pour que la démocratie ne s'arrête pas aux portes des entreprises. Si nous sommes organisé-es avec la CGT, c'est parce qu'il faut se rassembler pour peser sur les choix qui nous concernent - à commencer par nos droits et nos conditions de travail.

Petite ou grande entreprise, vous avez des droits !

Inscrivez-vous ici

pour télécharger anonymement et gratuitement des fiches pratiques

de vos droits.



SALARIÉES
DES TPE

JE VOTE CGT

25 NOVEMBRE au 9 DÉCEMBRE 2024

La Macif vous protège dans votre activité syndicale () avec **des contrats** **sur mesure.**

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,
est un engagement de tous les instants.

La Macif est à vos côtés pour soutenir
et sécuriser votre action militante.

→ Contactez-nous : partenariat@macif.fr



La Macif,
c'est **vous.**

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.